



Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation

Lors de la première phase, au mois d'avril, vous nous aviez indiqué, Monsieur le Directeur académique, que certaines situations complexes feraient l'objet d'une attention particulière. Nous voulons d'abord saluer le dialogue social qui a pu avoir lieu à cette occasion. L'écoute a été réelle et nous nous félicitons des ouvertures ainsi que des non-fermetures obtenues dans des écoles qui en avaient fortement besoin.

Cependant, cette première phase nous paraît encore insuffisante au regard de la situation de plusieurs écoles. La baisse des effectifs dans certaines communes ne peut justifier à elle seule des fermetures de classes lorsque les conditions d'enseignement sont déjà fragilisées. Ces suppressions de postes se traduisent concrètement par une augmentation des effectifs par classe, une dégradation des conditions de travail des enseignants et une réduction de la qualité de l'accompagnement des élèves.

C'est particulièrement le cas dans le Sud Territoire, où de nombreux postes ont fermé. Dans certaines écoles comme Delle, Beaucourt, Montreux-Château, Valdoie, les effectifs atteignent des niveaux excessifs, alors même qu'il s'agit souvent d'un public jeune, parfois défavorisé, avec des besoins éducatifs importants et spécifiques.

Comment répondre aux exigences ministérielles et aux besoins réels des élèves lorsque les classes sont très chargées, avec des doubles, triples, voire quadruples niveaux, comme à Eloie ? Comment accompagner correctement les enseignants qui accueillent des élèves allophones, des élèves à besoins éducatifs particuliers ou des élèves en grande difficulté scolaire, lorsque toutes ces situations se concentrent dans une seule et même classe ?

Les enseignants du premier degré exercent dans des conditions de plus en plus difficiles. La multiplication des dispositifs, la gestion toujours plus complexe des élèves à besoins éducatifs particuliers, les classes chargées, l'absence de ressources humaines et matérielles suffisantes créent un épuisement professionnel croissant au sein de nos équipes. Les écoles ont besoin de stabilité, de moyens et de perspectives, pas d'ajustements qui accentuent les tensions déjà existantes.

L'UNSA Éducation souhaite également rappeler l'importance des coopérations éducatives locales construites autour de l'école. A Belfort, nous déplorons la disparition d'un partenariat ancien avec des intervenants spécialisés, notamment dans les domaines du sport et de la musique qui permettait d'enrichir les projets conduits avec les équipes enseignantes.

Pourtant, il nous paraît essentiel de mettre des moyens à la hauteur des enjeux qui demeurent le préalable indispensable à la réussite de tous les élèves au sein de l'École publique de la République.

Il n'est plus possible aujourd'hui de considérer qu'une classe dépassant 24 élèves peut fonctionner normalement lorsque s'y ajoutent des niveaux multiples, des besoins éducatifs

particuliers, des difficultés scolaires importantes et des situations sociales parfois complexes. La difficulté scolaire ne peut plus se résumer à une approche strictement comptable ou à la seule référence à des valeurs cibles. Elle doit être regardée à partir du terrain, des élèves réels, des équipes réelles et des conditions concrètes d'enseignement.

C'est pourquoi l'UNSA Éducation demande que cette phase d'ajustement permette de réexaminer avec attention les situations les plus fragiles, en particulier celles où les fermetures ou les non-ouvertures conduiraient à des effectifs trop lourds et à une dégradation manifeste des conditions d'apprentissage.